



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 11 janvier 2023

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)



L'immunité d'exécution des États

REVUE INTERNATIONALE DE DROIT
ÉCONOMIQUE 2023/1 (T.XXXVII)

PAGES : 138

ÉDITEUR : **Association internationale
de droit économique**

Page 5 à 17

Propos introductifs
Philippe Théry

Page 19 à 30

**Immunité d'exécution et immunité de juridiction :
distinction, comparaison, articulation**
Louis Perreau-Saussine

Page 31 à 45

Immunité d'exécution et droits fondamentaux
Sophie Lemaire

RECENSION

Page 133 à 138

Recension

Ivan Tchotourian

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
199^e année
28 décembre 2023
n° 44 / 8021^e
pages 2233 à 2312



ÉDITORIAL

2233 Le paradoxe de Parrondo, *Jean-Christophe Roda*

POINTS DE VUE

- 2246 *Summum jus, summa injuria* : le juge français recompose à lui seul les valeurs sociales, *Pierre-Yves Gautier et Christophe Perchet*
- 2247 L'affaire *Dupond-Moretti* et l'irresponsabilité politique sous la V^e République, À propos du procès clos par l'arrêt de la CJR du 29 novembre 2023, *Julien Padovani*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

Chronique de jurisprudence de la Cour de cassation :

- 2258 Troisième chambre civile, *Marie-Laure Aldigé, Bénédicte Djikpa, Anne-Claire Schmitt et Jean-François Zedda*
- 2268 Chambre commerciale, *Clotilde Bellino et Thibaut Boutié*
- 2278 **Panorama** : Arbitrage et modes amiables de règlement des conflits, *Thomas Clay*
- 2298 **Notes** : Spécialisation du juge en droit de la concurrence : le revirement !, note sous *Com. 18 oct. 2023, Rafael Amaro*
- 2302 Rémunération du notaire commis au titre de l'article 255, 10^e, du code civil et influence de l'accord en divorce sur sa mission, note sous *Civ. 2^e, 21 sept. 2023, Tossi Fassassi*
- 2307 Calcul de la récompense pour amélioration du bien donné en nue-propriété, note sous *Civ. 1^{re}, 25 oct. 2023, Patrick Bouathong*

ENTRETIEN

2312 Grégoire Leray – L'(in)effectivité du droit à l'eau

Lefebvre Dalloz

DALLOZ



Version numérique incluse*



322344



Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 0786620357
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENT, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,
STÉPHANE DUBET

DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HÉLÈNE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNARANT, NICOLAS DESSAUX,

BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MÉRLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DESSAUX

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (0140645403)

- RÉDACTION

Maëlle HARSOUËT DE KERAVAL (0140645379)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (0140645284)

Laurence BREUZE-DINNAT (0140645481)

Kary PERCHEREAU (0786620357)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1^{er} secrétaire de rédaction : Véronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
ventes@dalloz.fr

Relations clients : Loïc RIOU

Tél. : 0183101010

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 0140922024 - publicite@dalloz.fr

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Étranger : 1109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Décembre 2023

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite.



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

Ce numéro contient un supplément
« Tables annuelles 2023 »

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Jean-Christophe Roda

2233

Le paradoxe de Parrondo

ACTUALITÉS

2236

DROIT DES AFFAIRES

Entreprise en difficulté

Interdiction de paiement (coopérative) :

compensation des créances connexes,
Civ. 3^e, 14 déc. 2023

Période d'observation (caution) :

obtention d'un titre exécutoire par le créancier,
Com. 13 déc. 2023

Liquidation judiciaire (insaisissabilité) :

portée de la clôture de la procédure,
Com. 13 déc. 2023

Liquidation judiciaire (insaisissabilité) :

immeuble objet d'une hypothèque,
Com. 13 déc. 2023

Responsabilité pour insuffisance d'actif :

société par actions simplifiée,
Com. 13 déc. 2023

Société et marché financier

Société (abus de minorité) : refus

de prorogation du terme, Civ. 3^e, 7 déc. 2023

Bail rural (résiliation) : mise en demeure
préalable obligatoire, Civ. 3^e, 14 déc. 2023
SAFER (droit de préemption) : prescription
de l'action en nullité, Civ. 3^e, 14 déc. 2023

Expropriation

Indemnité d'expropriation (offre) :

défaut de notification, Civ. 3^e, 7 déc. 2023

2240

DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Données personnelles (traitement) :

informations relatives à la solvabilité,
CJUE 7 déc. 2023

Données personnelles (traitement) :

régime des registres publics, CJUE 7 déc. 2023

Données personnelles (violation) : notion

de dommage moral, CJUE 14 déc. 2023

Données personnelles (violation) :

action en réparation du préjudice moral,
CJUE 14 déc. 2023

2237

DROIT CIVIL

Famille-Personne-Succession

Participation aux acquêts (dissolution) :

évaluation des biens, Civ. 1^{re}, 13 déc. 2023

Majeur protégé (insanité d'esprit) : prescription

de l'action en nullité, Civ. 1^{re}, 13 déc. 2023

2238

DROIT IMMOBILIER

Bail

Bail d'habitation (logement décent) :

champ d'application de l'obligation,
Civ. 3^e, 14 déc. 2023

Bail d'habitation (logement décent) :

non-versement de l'allocation de logement,
Civ. 3^e, 14 déc. 2023

Bail rural (travaux du preneur) : réunion

de parcelles attenantes, Civ. 3^e, 14 déc. 2023

2242

DROIT PUBLIC

Fiscalité

Fraude fiscale : cumul de sanctions fiscale

et pénale, prescription, Crim. 13 déc. 2023

Santé publique

Interruption volontaire de grossesse (garantie) :

projet de loi constitutionnelle

2243

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Comité social et économique (central) :

désignation de la délégation du personnel,
Soc. 6 déc. 2023

Sécurité sociale

Prime à la naissance (discrimination) :

gestation pour autrui, Civ. 2^e, 30 nov. 2023

Le prochain numéro du Recueil
paraîtra le 11 janvier 2024



POINTS DE VUE

2246 *Summum jus, summa injuria* :
le juge français recompose à lui seul les valeurs sociales
par Pierre-Yves Gautier et Christophe Perchet

2247 *L'affaire Dupond-Moretti et l'irresponsabilité politique*
sous la V^e République. À propos du procès clos
par l'arrêt de la CJR du 29 novembre 2023
par Julien Padovani



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

2250 *Droit et décroissance* :
l'exploration des possibles juridiques

CHRONIQUE DE LA COUR DE CASSATION

2258 Troisième chambre civile
par Marie-Laure Aldigé, Bénédicte Djikpa,
Anne-Claire Schmitt et Jean-François Zedda

2268 Chambre commerciale
par Clotilde Bellino et Thibaut Boutié

NOTES

2298 *Spécialisation du juge en droit de la concurrence* :
le revirement I, note sous Com. 18 oct. 2023
par Rafael Amaro

2302 *Rémunération du notaire commis au titre de l'article 255,*
10°, du code civil et influence de l'accord en divorce
sur sa mission, note sous Civ. 2^e, 21 sept. 2023
par Tossi Fassasi

2307 *Calcul de la récompense pour amélioration du bien donné*
en nue-propriété, note sous Civ. 1^{re}, 25 oct. 2023
par Patrick Bouathong

PANORAMA

2278 *Arbitrage et modes amiables*
de règlement des conflits
octobre 2022 – décembre 2023
par Thomas Clay



ENTRETIEN

2312 Grégoire Leray – L'(in)effectivité du droit à l'eau

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

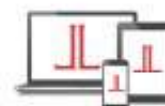
Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et IOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
200^e année
11 janvier 2024
n° 1 / 8022^e
pages 1 à 56

CHRONIQUE / Procédure pénale

Pour que vivent les cours criminelles départementales!

> *Younes Bernand*

23

ÉDITORIAL

1 À Paris, le 5 de la lune de Zilcadé, *Michel Vivant*

ACTUALITÉS

15 Preuve (administration) : admission d'un procédé déloyal

LECTURES

18 Notre environnement, notre santé, notre droit, *Jean-Sylvestre Bergé*

POINTS DE VUE

19 De l'amputation discutable de la compétence des États membres de l'Union européenne pour encadrer le secteur numérique, *Thibault Douville*

21 Un nouveau coup porté au doctorat en droit... et peut-être même au droit!, *Jacques Mestre*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

28 **Chronique** : L'entrepreneur individuel marié et commun en biens : quel droit de gage pour les créanciers du couple?, *Anne Rabreau*

34 **Panorama** : Responsabilité civile, *Philippe Brun, Olivier Gout et Christophe Quézel-Ambrunaz*

44 **Notes** : Dignité et garde à vue : de la proclamation d'un droit à sa concrétisation?, note sous *Cons. const. 6 oct. 2023, Sébastien Pellé*

48 Faute séparable des fonctions du dirigeant en raison de l'instrumentalisation de ses pouvoirs d'une autre société, note sous *Com. 14 nov. 2023, Antoine Tadros*

50 De quel bois sont faits les droits de préférence légaux? Quelques enseignements généralisables à propos de l'article L. 331-19 du code forestier, note sous *Civ. 3^e, 28 sept. 2023, Thomas Depaepe*

ENTRETIEN

56 Isabelle Braun-Lemaire – La recodification du code des douanes

Lefebvre Dalloz

DALLOZ



Version numérique Inclusive*



322401



Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENT, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,
STEPHANE DURET

DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HÉLÈNE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNARANT, NICOLAS DISSAUX,

BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MENZIE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMIER

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

- RÉDACTION

Maëlle HARSOUËT DE KERAVAL (01 40 64 53 79)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Kary PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1^{er} secrétaire de rédaction : Véronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
ventes@dalloz.fr

Relations clients : Loïc RIOU

Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@dalloz.fr

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1 064,90 € TTC

Étranger : 1 109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Janvier 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

ÉDITORIAL

Michel Vivant

À Paris,
le 5 de la lune de Zilcadé



ACTUALITÉS

4

DROIT DES AFFAIRES

Consommation

Vente (information précontractuelle):
nullité pour vice du consentement,
Cv. 1^{er}, 20 déc. 2023

Vente (information précontractuelle):
indication des caractéristiques essentielles,
Cv. 1^{er}, 20 déc. 2023

Vente (information précontractuelle): indication
du délai de livraison, Cv. 1^{er}, 20 déc. 2023

Contrat hors établissement (nullité): formulaire
de rétractation, Cv. 1^{er}, 20 déc. 2023

Contrat à distance (droit de rétractation):
contrat de leasing automobile,
CJUE 21 déc. 2023

Société et marché financier

Société commerciale (contestation):
compétence du tribunal de commerce,
Com. 20 déc. 2023

Société civile (assemblée): convocation
par un mandataire ad hoc, Com. 20 déc. 2023

Société civile (immatriculation): perte de la
personnalité morale, Cv. 3^e, 21 déc. 2023

8

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Accident de la circulation (domaine):
exclusion des tramways sur voie propre,
Cv. 2^e, 21 déc. 2023

Accident de la circulation (victime):
planche à roulette, Cv. 2^e, 21 déc. 2023

Chute sur un parking: responsabilité
contractuelle ou délictuelle?,
Cv. 2^e, 21 déc. 2023

Assurance (contrat): prescription de l'action
en nullité en dol, Cv. 2^e, 21 déc. 2023

9

DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Données personnelles (protection):
santé des employés, CJUE 21 déc. 2023

Entente (football): validité de l'interdiction
de la Superleague, CJUE 21 déc. 2023

10

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Procédure pénale

Secret de l'enquête (violation): présence d'une
équipe de journalistes, Crim. 19 déc. 2023

Mandat d'arrêt européen (exécution): mère
d'enfants en bas âge, CJUE 21 déc. 2023

11

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Transfert d'entreprise (égalité de traitement):
contrôle des discriminations, Soc. 20 déc. 2023

Transfert d'entreprise (licenciement): portée
d'une procédure d'insolvabilité,
Soc. 20 déc. 2023

Discrimination syndicale (rémunération):
méthode de comparaison, Soc. 20 déc. 2023

Discrimination (origine): répartition de la charge
de la preuve, Soc. 20 déc. 2023

Licenciement disciplinaire (preuve): conversation
privée sur Facebook, Ass. plén., 22 déc. 2023

Sécurité sociale

Cotisations sociales (assiette): bénéficiaires des
sociétés d'exercice libéral, Cv. 2^e, 19 oct. 2023

14

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Interruption d'instance (défaut de reprise):
portée sur le délai de péremption,
Cv. 2^e, 21 déc. 2023

Preuve (administration): admission
d'un procédé déloyal, Ass. plén., 22 déc. 2023

Péremption de l'instance (conclusions):
rétablissement au rôle, Cv. 2^e, 21 déc. 2023



LECTURES

Jean-Sylvestre Bergé

18

Notre environnement, notre santé, notre droit



POINTS DE VUE

19 De l'amputation discutable de la compétence des États membres de l'Union européenne pour encadrer le secteur numérique
par Thibault Douville

21 Un nouveau coup porté au doctorat en droit... et peut-être même au droit !
par Jacques Mestre



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUES

23 Pour que vivent les cours criminelles départementales !
par Younes Bernand

28 L'entrepreneur individuel marié et commun en biens : quel droit de gage pour les créanciers du couple ?
par Anne Rabreau

PANORAMA

34 Responsabilité civile
novembre 2022 – octobre 2023
par Philippe Brun, Olivier Gout
et Christophe Quézé-Ambrunaz

NOTES

44 Dignité et garde à vue : de la proclamation d'un droit à sa concrétisation ?, note sous Cons. const. 6 oct. 2023
par Sébastien Pellé

48 Faute séparable des fonctions du dirigeant en raison de l'instrumentalisation de ses pouvoirs d'une autre société,
note sous Com. 14 nov. 2023
par Antoine Tadros

50 De quel bois sont faits les droits de préférence légaux ? Quelques enseignements généralisables à propos de l'article L. 331-19 du code forestier,
note sous Civ. 3^e, 28 sept. 2023
par Thomas Depaepe

**La rédaction du Recueil
vous souhaite
une bonne année 2024**



ENTRETIEN

56 Isabelle Braun-Lemaire
La recodification du code des douanes

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

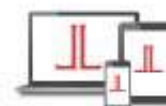
Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et IOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

**Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr**



À LA UNE

Sociétés - Une société immatriculée mais non encore dotée de numéro Siren jouit de la personnalité morale

4

Contrats - Le sous-traitant peut confirmer le contrat nul faute de fourniture d'une caution à son profit

15

Commentaire - L'accès des enquêteurs de l'AMF aux données de connexion à l'épreuve du droit européen

23

QUESTION PRATIQUE

RECRUESCENCE DU RECOURS À LA NOTION DE FORCE MAJEURE ET AMÉNAGEMENTS CONTRACTUELS

La notion de force majeure n'est pas un remède miracle mais elle peut être encadrée contractuellement.

26



www.efl.fr

Lefebvre Dalloz



EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE



Sociétés

- 4 - Naissance de la personnalité morale de la société
- 4 - Responsabilité pénale des sociétés
- 5 - Attribution d'actions gratuites
- 6 - Reporting de durabilité
- 7 - Rachat d'actions en cas de fusion transfrontalière
- 8 - Vote ex post des actionnaires en cas de radiation d'une SA de la cote
- 9 - Liste des professions libérales juridiques et judiciaires
- 9 - Reporting taxonomie
- 10 - Politique d'engagement actionnarial des sociétés de gestion d'un FCPE

Bourse

- 11 - Offre publique volontaire
- 12 - Caractérisation d'une recommandation d'initié

Entreprise en difficulté

- 12 - Action contre la caution d'un débiteur en procédure collective
- 13 - Report de la date de cessation des paiements
- 14 - Créance préférentielle

Contrats

- 15 - Confirmation d'un contrat de sous-traitance nul
- 15 - Délégation de paiement dans une sous-traitance en cascade
- 16 - Devoir de conseil du notaire

Finances de l'entreprise

- 17 - Preuve de l'insaisissabilité de la résidence principale de l'entrepreneur

Biens de l'entreprise

- 18 - Covid-19 : protection du locataire commercial
- 19 - Droit de préférence du locataire commercial et saisie immobilière

Concurrence

- 19 - Urbanisme commercial : calcul de la surface de vente
- 20 - Point de départ de la prescription de l'action en concurrence déloyale

Consommation

- 21 - Prescription de l'action du professionnel en paiement de travaux interrompus
- 21 - Résiliation de contrats internet ou de téléphonie par un consommateur surendetté

Et aussi...

- 22 - Le « legal privilege » des juristes d'entreprise pourrait voir le jour
- 22 - Désignation d'un arbitre

Commentaire

- 23 - Accès des enquêteurs de l'AMF aux données de connexion

Veilles

- 30 - Veille législative
- 30 - Veille fiscale et sociale



QUESTION PRATIQUE



26

**RECRUESCENCE DU RECOURS
À LA NOTION DE FORCE
MAJEURE ET AMÉNAGEMENTS
CONTRACTUELS**

L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ

L'exclusion de la résiliation triennale d'un bail commercial ne s'applique pas au bail renouvelé à usage de résidence de tourisme

Cass. 3^e civ. 7-9-2023 n° 21-14.279 FS-B : Décisions 8

L'interdiction de la faculté de résiliation triennale pour les baux commerciaux signés entre les propriétaires et les exploitants de résidences de tourisme ne vaut que pendant le bail initial.

Covid-19 : Pas de report de la clause résolutoire du bail si le délai expire hors période protégée

Cass. 3^e civ. 12-10-2023 n° 22-19.117 FS-B : Décisions 9

Après délivrance au locataire d'un commandement de payer visant la clause résolutoire insérée au bail pour non-paiement du loyer, le report des effets de la clause prévu par l'ordonnance du 25 mars 2020 n'est applicable que si le délai laissé au locataire pour payer expire entre le 12 mars et le 23 juin 2020.

L'expert-comptable qui exécute une prestation de services ne peut pas fixer seul sa rémunération

Cass. com. 20-9-2023 n° 21-25.386 FS-B : Décisions 21

L'article 1165 du Code civil, dans sa rédaction issue de l'ordonnance 2016-131 du 10 février 2016, n'est pas applicable à une prestation de services fournie par un expert-comptable. Il en résulte que l'expert-comptable qui exécute une prestation de services ne peut pas fixer seul sa rémunération.

L'action ut singuli, seule action en responsabilité que peut former un actionnaire au nom de la société

Cass. com. 11-10-2023 n° 22-10.271 F-B : Décisions 25

L'action sociale est la seule ouverte à l'actionnaire d'une SA qui agit en réparation du préjudice subi par la société en raison d'une convention réglementée qui n'a pas été approuvée. En conséquence, seuls peuvent être poursuivis les administrateurs et le directeur général de la société.

Nullité d'une assemblée de SARL à laquelle a participé un non-associé

Cass. com. 11-10-2023 n° 21-24.646 FS-B : Décisions 37

La participation d'un non-associé aux décisions collectives d'une SARL constitue une cause de nullité des assemblées au cours desquelles ces décisions ont été prises dès lors que l'irrégularité est de nature à influencer sur le résultat du processus de décision.

La société de gestion d'un FCP associé d'une société peut exercer l'action sociale ut singuli

Cass. com. 11-10-2023 n° 21-24.776 F-B : Décisions 41

La société de gestion d'un fonds commun de placement peut agir au nom des porteurs de parts du fonds pour faire valoir les droits attachés aux actions qu'il détient ; elle peut ainsi exercer l'action sociale contre les dirigeants d'une société dont le fonds est associé.

Omission sur l'état de collocation d'un créancier privilégié au profit d'un créancier de moindre rang

Cass. com. 4-10-2023 n° 22-15.456 F-B : Décisions 45

Lorsqu'un paiement à un créancier privilégié a été effectué à la suite de l'omission sur l'état de collocation d'un créancier de meilleur rang, le liquidateur peut agir en restitution des sommes versées au créancier privilégié qui a reçu ce paiement.

Le refus d'un juge de nommer contrôleur une Urssaf qui le demande constitue un excès de pouvoir

Cass. com. 25-10-2023 n° 22-16.907 F-B : Décisions 46

Commet un excès de pouvoir le juge-commissaire qui refuse de désigner l'Urssaf contrôleur dans le cadre de la procédure collective d'un de ses débiteurs alors qu'elle en a fait la demande.

Prêt en devises : prescription de l'action contre la banque qui manque à son devoir d'information

Cass. 1^e civ. 28-6-2023 n° 21-24.720 FS-B : Décisions 49

L'action en responsabilité contre la banque qui manque à son devoir d'information quant au prêt en devise étrangère qu'elle octroie se prescrit par cinq ans à compter du jour où l'emprunteur a eu connaissance effective de l'existence et des conséquences de ce manquement.

Pratiques commerciales abusives : les tribunaux spécialisés ont une compétence d'attribution exclusive

Cass. com. 18-10-2023 n° 21-15.378 FS-BR : Décisions 52

Au terme d'un revirement de jurisprudence particulièrement motivé, la Cour de cassation juge désormais que la règle suivant laquelle seuls certains tribunaux de commerce peuvent statuer sur l'application des dispositions relatives aux pratiques commerciales abusives est une règle de compétence d'attribution exclusive et non une fin de non-recevoir.

RJDA 2024
(c) 2024 Editions Francis Lefebvre

REVUE LAMY

Droit des Affaires

DOSSIER :

Cryptoactifs : risques et réglementation

Ronan JOURNOUD, Clarisse LE CORRE, Stéphanie CABOSSIORAS, Arthur TEBOUL

- De l'utilité de la prescription pour le locataire commercial
Antoine NALLET
- Les incertitudes de la convention judiciaire d'intérêt public
Alain CLOTTE
- Les conditions de remédiation à l'omission de proroger une société
Deen GIBIRILA

199 | MENSUEL
JANVIER 2024

Conseil scientifique

Marie-Pierre BLIN-FRANCHOMME :

Maître de conférences HDR Université Toulouse Capitole, chargée de mission développement durable

Jean-Michel de CARMO SILVA :

Professeur de droit, Grenoble École de Management

Emmanuel DAUD :

Avocat associé, Cabinet VIGO

Jack DEMAISON :

Avocat associé, SIMON Associés

Laurence Caroline HENRY :

Professeur - Avocat général en service extraordinaire à la chambre commerciale de la Cour de cassation

Arnaud LECOURT :

Maître de conférences, Université de Pau et des pays de l'Adour

Jacques MESTRE :

Professeur agrégé des Facultés de droit

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de droit, Université Jean Moulin - Lyon 3

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Guillaume Deroubaix

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : Guillaume Deroubaix

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Rédactrice en chef : Anouk Jaunasse

Ont collaboré à ce numéro :

Jérémy Berlemont, Lionel Costes, Victoria Mauriès, Rolanda Ondo et Brintha Selvachandran

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 65,34 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2109-9367

N°ISSN (version imprimée) : 1279-8401

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 0125 T 87146

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Dupliprint

733 rue Saint-Léonard - 53147 Mayenne

Origine du papier : Pologne

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : PEFC

Eutrophisation : Ptot 0.02 kg/tonne

Pour contacter le service client :

N°Cristal 09 69 39 58 58

APPEL NON SURTAXÉ

Courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

Cette revue peut être référencée de la manière suivante : RLDA 2024/199, n° 7858 ; année/n° de la revue, n° du commentaire).

Sommaire

FOCUS P. 4

- De l'utilité de la prescription pour le locataire commercial

Antoine NALLET

LES ESSENTIELS DU MOIS P. 8

ÉCLAIRAGE P. 17

- Les incertitudes de la convention judiciaire d'intérêt public

Alain CLOTTE

DOSSIER P. 26

- CRYPTOACTIFS : RISQUES ET RÉGLEMENTATION

Les prémices et perspectives du contentieux des cryptoactifs P. 27

Clarisse LE CORRE, Arthur TEBOUL

Quelle fiscalité pour les cryptoactifs détenus par des entreprises ? P. 31

Ronan JOURNOUD

La réglementation applicable aux services sur actifs numériques P. 35

Stéphanie CABOSSIORAS

JURISPRUDENCE COMMENTÉE P. 40

- Les conditions de remédiation à l'omission de proroger une société

Deen GIBIRILA

RTDF

Revue trimestrielle de droit financier

Corporate Finance and Capital Markets Law Review

Sous la direction scientifique de **Alain Pietrancosta**, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Vincent Téchené, Rédacteur en chef

Droit financier

[Actes de colloques] Forced accession to shareholder status: the case of related adherence

Par Didier Poracchia

[Actes de colloques] A Simplified European Company – A Comparative and Prospective Approach

Par Dr. Iris M. Barsan

[Doctrines] Article L. 233-10, I du Code de commerce et conformité à la Directive « OPA »

Par Charles Goyet

[Doctrines] Amicus curiæ à destination de l'Autorité des marchés financiers - Réglementation de la vente à découvert activiste en France

Par Paul Oudin Collaborateur chez Vermeille & Co - doctorant à l'université d'Oxford - membre de Droit & Croissance et Sophie Vermeille - associée chez Vermeille & Co - fondatrice de Droit & Croissance

[Doctrines] Derivative Suits at German Stock Corporations in New York Courts

Par Sebastian Mock*

[Chronique] Corporate Governance – Transparence financière et comptable

Par Renaud Mortier

[Chronique] Quelle durée pour les pactes extrastatutaires ?

Par Didier Poracchia

[Chronique] Toute cession effectuée en violation d'une clause statutaire est nulle

Par Didier Poracchia

[Chronique] Financial Services Regulation: Decisions of the European authorities and courts

Par Arut Kannan - Avocat à la Cour Solicitor (England & Wales) - Jean-Baptiste Poulle - Avocat à la Cour

[Chronique] Digitalisation et droit financier

Par Hubert de Vauplane

[Chronique] Financements structurés – titrisation

Par Alexandre Quiquerez

[Chronique] White Collar Crime & Compliance / Criminalité en col blanc et conformité

Par Lisa J. Savitt and Sara P. Sandford

[Chronique] Finance et assurance

Par Pierre-Grégoire Marly Professeur

[Chronique] Fiscalité financière

Par Siamak Mostafavi Avocat - associé - Simmons & Simmons et Nicolas André Avocat - associé - Jones Day

Comité éditorial :

Alain Pietrancosta, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Thierry Bonneau, Professeur à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas

Alain Couret, Professeur émérite de l'École de Droit de la Sorbonne - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Jean-Jacques Daigre, Professeur émérite de droit des affaires de l'École de Droit de la Sorbonne - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Thierry Granier, Professeur à Aix-Marseille Université

Paul Le Cannu, Professeur émérite de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Hervé Le Nabasque, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Nicolas Rontchevsky, Professeur à l'Université de Strasbourg

Hervé Synvet, Professeur émérite de l'Université Paris 2 Panthéon-Assas

Comité international :

Lucian A. Bebchuk, Professor of Law, Economics and Finance, Director, Program on Corporate Governance, Harvard Law School

George A. Casey Partner, Shearman & Sterling LLP, New York

James D. Cox, Professor of Law, Duke Law School

Paul Davies, Emeritus Fellow, formerly Allen & Overy, Professor of Corporate Law

Luca Enriques, Professore ordinario presso la Facoltà di Giurisprudenza, Università di Bologna

Guido Ferrarini, Professore ordinario di Diritto dell'economia, Università di Genova

Gérard Hertig, Professor of Law and Economics, Eidgenössische Technische Hochschule Zürich

Klaus J. Hopt, Emeritus Professor, Max Planck Institute of Foreign Private and Private International Law

Jonathan R. Macey, Professor of Corporate Law, Corporate Finance and Securities Law, Yale Law School

RJCom

Revue de jurisprudence commerciale

Ancien journal des agrées – 67^e année

Sous la direction scientifique de **Jean-Marie Leloup**, Avocat au Barreau de Paris, ancien Bâtonnier de l'Ordre de Poitiers

Rédaction :

Vincent Téchené, Rédacteur en chef

Perrine Cathalo, Rédactrice en droit des affaires

Commercial

[Chronique] Chronique « Un usage »

Par Maylis Lescauville-Tournissac et Cyrine Ben Ahmed

Concurrence

[Chronique] Chronique de droit de la concurrence

Par Georges Decocq

Réf. : CJUE, 29 juin 2023, aff. C-211/22, Super Bock Bebidas SA **N° Lexbase : A495597N**

Distribution

[Événement] Les Assises de la Franchise tenues le 19 octobre 2023

[Le point sur...] Nouvelle illustration du champ d'application temporel de l'article L. 341-2 du Code de commerce

Par Charles Bugnot

Réf. : Cass. com., 30 août 2023, n° 22-20.076, F-D **N° Lexbase : A64141EB**

Procédure civile

[Chronique] Chronique de procédure civile et commerciale

Par Gaëlle Deharo

Sociétés

[Chronique] Chronique de droit des sociétés

Par le Groupe de recherches sur les organisations et les groupements (GROG)

Conseil éditorial :

Alain Dautriat, Juge commissaire au tribunal de commerce de Bobigny

Georges Decocq, Professeur de droit à l'Université Paris-Dauphine, co-directeur du Centre de Recherche Droit Dauphine

Sylvaine Poillot-Peruzzetto, Conseillère à la Chambre commerciale de la Cour de cassation

Actualité des procédures collectives, n° 1 du 05 janvier 2024

Sommaire du numéro

Repère



CAUTIONNEMENT

Des diligences attendues du crédit-bailleur garanti par une caution

N° 1 - Par Clément FAVRE-ROCHEX

[Consulter le PDF](#)

Alertes



OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONFIDENTIALITÉ

Le tribunal peut réclamer communication des pièces et actes relatifs au mandat ad hoc avant de se prononcer sur l'ouverture de la procédure collective

N° 2

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CRÉANCE POSTÉRIEURE UTILE

Les créances utiles n'ont pas à être déclarées

N° 3

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | COMPENSATION

Compensation de créances connexes entre une coopérative agricole et un adhérent

N° 4

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | PÉRIODE D'OBSERVATION

Décider de mettre fin à la période d'observation relève de l'appréciation souveraine du tribunal de la procédure

N° 5

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CAUTIONNEMENT

Crédit-bail publié et cautionnement : le crédit-bailleur impayé doit demander la restitution de son bien pour ne pas perdre le bénéfice du cautionnement

N° 6

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | SORT DE LA CAUTION

Comment préparer l'éventuelle poursuite de la caution personne physique ?

N° 7

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Inopposabilité de l'insaisissabilité de la résidence principale : poursuivre la réalisation après

la clôture de la liquidation judiciaire n'a rien de personnel

N° 8 - Par Florent PETIT

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | LIQUIDATION JUDICIAIRE

De l'hypothèque du créancier auquel l'insaisissabilité de la résidence principale est inopposable

N° 9 - Par Florent PETIT

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Conditions d'exercice des droits propres du débiteur par un mandataire ad hoc

N° 10

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | DESSAISISSEMENT

Représentant du débiteur, le liquidateur est le seul à pouvoir soulever une fin de non-recevoir qui n'est pas d'ordre public

N° 11

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Dirigeant personne morale de droit, de fait, représentant légal, représentant permanent de la SAS : tous responsables !

N° 12

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | SANCTIONS PÉNALES

Google sommé d'« oublier » une interdiction de gérer

N° 13 - Par Thomas BESSE

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT ET RÉTABLISSEMENT PERSONNEL | PROCÉDURE

Contestation des créances

N° 14

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT ET RÉTABLISSEMENT PERSONNEL | RÉTABLISSEMENT PERSONNEL SANS LIQUIDATION JUDICIAIRE

De l'étendue du passif effacé

N° 15

[Consulter le PDF](#)

Contrats Concurrence Consommation, n° 1 du 01 janvier 2024

Sommaire du numéro

Repère

NÉGOCIATION COMMERCIALE

Petite pièce en un acte

N° 1 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

Alertes

FOCUS | CONSOMMATION

Vers un droit neuro-éthique ? Réflexion à partir du droit de la consommation

N° 1 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX et Juliette SÉNÉCHAL

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AIDES D'ÉTAT

Les règlements relatifs aux aides d'État de faible montant et aux SIEG sont publiés

N° 2

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AIDES D'ÉTAT

Agriculture : la Commission européenne adopte des lignes directrices relatives aux accords de durabilité

N° 3

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PRODUITS ALIMENTAIRES

Transfert des compétences dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments

N° 4

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DE TEXTES | CONSOMMATION

Du 1er au 21 novembre 2023

N° 5

[Consulter le PDF](#)

Dossier

CONTRATS SPÉCIAUX

Quelle réforme pour le droit des contrats spéciaux ?

N° 1 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

PROMESSE SYNALLAGMATIQUE DE VENTE

[Une promesse synallagmatique de vente ne valant pas vente peut en cacher une autre !](#)

N° 2 - Par Marie-Anne LE FLOCH

[Consulter le PDF](#)

VENTE

[La garantie des vices cachés](#)

N° 3 - Par Alain BÉNABENT

[Consulter le PDF](#)

ENTREPRISE

[Quelle réforme pour les contrats spéciaux ? - Quelle réforme pour le contrat d'entreprise ?](#)

N° 4 - Par Dimitri HOUTCIEFF

[Consulter le PDF](#)

RÉFORME DES CONTRATS SPÉCIAUX

[Le mandat dans la réforme des contrats spéciaux](#)

N° 5 - Par Philippe JULIEN

[Consulter le PDF](#)

RÉFORME DU DROIT DES CONTRATS SPÉCIAUX

[Propos conclusifs](#)

N° 6 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

[Commentaires](#)



CONTRATS | RÉOLUTION UNILATÉRALE DU CONTRAT

[La chambre commerciale dispense de mise en demeure lorsqu'elle serait vaine](#)

N° 1 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | VENTE

[La SCI avait fait réaliser des travaux : échec à la clause de non-garantie des vices cachés !](#)

N° 2 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | RESPONSABILITÉ DU FAIT DES PRODUITS DÉFECTUEUX

[Responsabilité du fait des produits défectueux : option avec la responsabilité pour faute et le régime, notamment de prescription, de celle-ci](#)

N° 3 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | COMMISSION D'EXAMEN DES PRATIQUES COMMERCIALES

[La saisine de la CEPC relève du pouvoir discrétionnaire des juges du fond](#)

N° 4 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | CONCURRENCE DÉLOYALE

[Condamnation de la société Uber France à réparer les préjudices moraux et matériels subis par plus d'une centaine de chauffeurs de taxis](#)

N° 5 - Par Hélène AUBRY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | CONCURRENCE DÉLOYALE

[Point de départ du délai de prescription de l'action en concurrence déloyale](#)

N° 6 - Par Hélène AUBRY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | FRANCHISE

[Interdiction d'utilisation des fichiers clients du franchisé](#)

N° 7 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | DÉSÉQUILIBRE SIGNIFICATIF

Déséquilibre significatif et ensemble contractuel

N° 8 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | DÉSÉQUILIBRE SIGNIFICATIF

CEPC : déséquilibre significatif

N° 9 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | PÉNALITÉS DE RETARD

CEPC : pénalités de retard

N° 10 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | ABSENCE DE CONTREPARTIE

CEPC : absence de contrepartie

N° 11 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | CONCENTRATION

Affaire Altice : la Cour de justice confirme la double sanction d'une pratique de gun jumping

N° 12 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | CONCENTRATION

Un « New Competition Tool » à l'allemande

N° 13 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

Prise en compte des ventes d'une filiale non notifiée pour le calcul de la sanction de sa société mère

N° 14 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | TRANSPORT TERRESTRE

L'Autorité de la concurrence se penche sur les transports terrestres en France

N° 15 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CLAUSES ABUSIVES

Articulation du droit de la consommation et du droit du transport routier de marchandises : un nouvel arrêt Chronopost !

N° 16 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | SURENDETTEMENT

Recevabilité d'un entrepreneur individuel à responsabilité limitée au traitement de la situation de surendettement des particuliers

N° 17 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | DÉMARCHAGE TÉLÉPHONIQUE

Démarchage téléphonique

N° 18 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | SURENDETTEMENT

Surendettement

N° 19 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CLAUSES ABUSIVES

Clauses abusives

N° 20 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

Formule



CONTRAT

La faveur commerciale consentie par un professionnel à un consommateur à la suite d'une réclamation

N° 1 - Par Cyril NOBLOT

[Consulter le PDF](#)

Droit des sociétés, n° 1 du 01 janvier 2024

Sommaire du numéro

Repère

DROIT DES SOCIÉTÉS

2024 : la revue Droit des sociétés s'enrichit !

N° 1 - Par Clara LAVIELLE et Constance HIBON

[Consulter le PDF](#)

Alertes

FOCUS | DROIT DES SOCIÉTÉS

1867, 1966, 202... ?

N° 1 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | INSOLVABILITÉ

Procédure d'insolvabilité : loi applicable à une instance en cours relative à l'appel en garantie dirigé contre une société d'assurance

N° 2

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | PROCÉDURE COLLECTIVE

Champ d'application de la nullité des actes conclus pendant la période suspecte

N° 3

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | RSE

Première condamnation d'une entreprise pour des manquements au devoir de vigilance

N° 4

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | PERSONNALITÉ MORALE

La représentation de la société liquidée

N° 5 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS

Revirement tant attendu sur les conditions de la reprise des actes conclus avant immatriculation

N° 6 - Par Clara LAVIELLE

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | ISR

Liste, modalités de délivrance et critères des labels ISR

N° 7

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | DROITS DE L'HOMME

L'IBA complète ses lignes directrices sur les entreprises et les droits de l'homme à l'intention des avocats

N° 8

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | SOCIÉTÉ COTÉE

Première enquête européenne sur l'identification de l'actionnariat des sociétés cotées

N° 9 - Par Samia MAOUCHE

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | GUIDE PRATIQUE

Publication de guides tendant à simplifier, rendre plus lisible et sécuriser le cadre juridique applicable

N° 10

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | FRAUDE FISCALE

L'OCDE propose une série de « contre-mesures » envisageables

N° 11

[Consulter le PDF](#)

Étude

SAS

La sécurisation statutaire de l'exclusion d'un associé d'une SAS

N° 1 - Par Robert VINCENT

[Consulter le PDF](#)

Commentaires

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | CESSION DE DROITS SOCIAUX

Erreur grossière de l'expert : évaluer les parts sociales au jour du décès interdit de se fonder sur des données postérieures au décès

N° 1 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Qualité d'associé

N° 2 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | DIRIGEANTS SOCIAUX

Faux dirigeants pour vrais engagements

N° 3 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | SOCIÉTÉ CIVILE ET AUTRES GROUPEMENTS

Action en responsabilité contre un gérant de SCI par un tiers : exigence d'une faute détachable et application du délai de prescription de droit commun

N° 4 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SAS

De la preuve de la volonté du président de SAS d'agir ès qualité

N° 5 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COTÉES | SOCIÉTÉS COTÉES

Le rejet prévisible du recours contre la dérogation ORPEA

N° 6 - Par Olympe DE BAILLIENCOURT

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | ARRÊT DES POURSUITES INDIVIDUELLES

[Durée de la suspension des poursuites](#)

N° 7 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | CONFUSION DE PATRIMOINES

[Relations financières anormales](#)

N° 8 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | PRÉVENTION DES DIFFICULTÉS

[Conciliation](#)

N° 9 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | ABUS DE BIENS SOCIAUX

[Rappel des conditions de la saisie spéciale](#)

N° 10 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | SOCIÉTÉ CIVILE DE CONSTRUCTION-VENTE

[Conditions d'application du régime dérogatoire des sociétés civiles de construction-vente](#)

N° 11 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | GROUPE DE SOCIÉTÉS

[Convention de « management fees » portant sur des prestations de direction](#)

N° 12 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

RSE ET DROIT DES SOCIÉTÉS | DURABILITÉ ET DEVOIR DE VIGILANCE

[Publication d'informations en matière de durabilité et devoir de vigilance](#)

N° 13 - Par Morgane TIREL

[Consulter le PDF](#)

RSE ET DROIT DES SOCIÉTÉS | RÉOLUTIONS CLIMATIQUES. - RESPONSABILITÉ CIVILE ET DEVOIR DE VIGILANCE

[Résolutions climatiques et rapport du HCJP sur le régime de responsabilité prévu par la proposition de directive sur le devoir de vigilance](#)

N° 14 - Par Morgane TIREL

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 1 du 08 janvier 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

Macron et la Constitution

N° 1 - Par Christophe JAMIN

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | AVOCATS

Le décret et la discorde

N° 2 - Par Stéphanie GRAYOT-DIRX

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

Adaptation du droit français aux règles européennes en matière d'indemnisation des dommages causés à la suite d'accidents de la circulation

N° 3

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JUSTICE

Experts judiciaires : entrée en vigueur le 1er janvier 2024 des nouvelles modalités d'inscription et de réinscription à la Cour de cassation et aux cours d'appel

N° 4

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | OPEN DATA

Mise en open data des décisions de 9 tribunaux judiciaires

N° 5

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | CRIMES ET DÉLITS

Comment améliorer la prise en charge et l'accompagnement des victimes de faits d'inceste et de violences sexuelles pendant leur minorité ?

N° 6

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 14 décembre 2023 au 3 janvier 2024

N° 7

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 4 au 17 décembre 2023

N° 8

[Consulter le PDF](#)

[Liberté d'expression artistique et principe du respect de la dignité humaine](#)

N° 9 - Par Blandine MALLET-BRICOUD

[Consulter le PDF](#)

[Stock-options non levées et dépenses d'amélioration de la communauté sur un bien propre grevé d'usufruit : quel sort au divorce ?](#)

N° 10 - Par Charlotte REVET

[Consulter le PDF](#)

[L'affirmation de la liberté de conclure un bail à long terme au profit d'un preneur âgé](#)

N° 11 - Par Franck ROUSSEL

[Consulter le PDF](#)

[La Cour des comptes torpille le guichet unique électronique des formalités des entreprises](#)

N° 12

[Consulter le PDF](#)

[Rolex France condamnée à payer 91,6 M€ pour avoir interdit à ses distributeurs agréés de vendre en ligne ses montres](#)

N° 13

[Consulter le PDF](#)

[Régulation des crypto-actifs : la Cour des comptes appelle à renforcer les règles du jeu](#)

N° 14

[Consulter le PDF](#)

[Journal officiel du 14 décembre 2023 au 3 janvier 2024](#)

N° 15

[Consulter le PDF](#)

[Arrêts P de la Cour de cassation du 4 au 17 décembre 2023](#)

N° 16

[Consulter le PDF](#)

[Revirement de jurisprudence : les règles relatives aux juridictions spécialisées en matière de pratiques restrictives de concurrence sont des règles de compétence](#)

N° 17 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

[La loi pour le plein emploi est publiée](#)

N° 18

[Consulter le PDF](#)

[Une conversation privée sur Facebook ne peut pas en principe donner lieu à un licenciement disciplinaire](#)

N° 19

[Consulter le PDF](#)

[Revalorisation du SMIC au 1er janvier 2024](#)

N° 20

[Consulter le PDF](#)

Publication du décret de « jointure » sur les règles de l'assurance-chômage

N° 21

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 14 décembre 2023 au 3 janvier 2024

N° 22

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 4 au 17 décembre 2023

N° 23

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | FINANCES PUBLIQUES

Loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027

N° 24

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Renforcement du contrôle des règles de construction : entrée en vigueur des nouvelles dispositions le 1er janvier 2024

N° 25

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 14 décembre 2023 au 3 janvier 2024

N° 26

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONSEIL D'ÉTAT

Arrêts A du Conseil d'État du 4 au 17 décembre 2023

N° 27

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROTOCOLE 16

Salafiste « scientifique » et agent de sécurité ?

N° 28 - Par Gérard GONZALEZ

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | AIDES D'ÉTAT

La lutte de la Commission contre les agréments fiscaux en tant qu'aides d'État : clap de fin ?

N° 29 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROTECTION DES DONNÉES

Protection des données et informations commerciales

N° 30 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | CONCURRENCE

La revanche des chauffeurs de taxi contre la société Uber

N° 31 - Par Martine GARNIER

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | LICENCIEMENT

Une escale stupéfiante

N° 32

[Consulter le PDF](#)

[La Semaine de la doctrine](#)



Droit de la Convention européenne des droits de l'homme

N° 33 - Par Frédéric SUDRE , Laure MILANO , Béatrice PASTRE-BELDA et Aurélia SCHAHMANECHÉ

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROFESSIONS DU DROIT

3 questions à Mathieu Balzarini, VP Produit LexisNexis France et CEMEA et Jacques Lévy Véhel, fondateur de Case Law Analytics

N° 34

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 1 du 04 janvier 2024

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

SOCIÉTÉ

3 QUESTIONS - L'avenir du droit des sociétés

N° 1 - Par Caroline COUPET et France DRUMMOND

[Consulter le PDF](#)

NUMÉRIQUE

Une norme et une certification qualité pour l'IA

N° 2

[Consulter le PDF](#)

JOURNAL OFFICIEL

Entrées en vigueur

N° 3

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue internationale de la compliance et de l'éthique des affaires

N° 4

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

La cassation. Regards croisés

N° 5

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Succès du plan mondial d'actionnariat salarié d'Air France-KLM

N° 6

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | BANQUE

Gestionnaires et acheteurs de crédits : éléments à transmettre aux autorités compétentes

N° 7

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Fin de l'accord de fusion UPS-TNT : la CJUE confirme le rejet du recours indemnitaire d'UPS

N° 8

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

[Aides d'État françaises pendant la pandémie de Covid-19 : le Tribunal de l'UE annule deux décisions de la Commission](#)

N° 9

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

[Concurrence en matière de EIRD : après HSCB, au tour de JPMorgan Chase et du Crédit agricole d'être fixés sur leur recours](#)

N° 10

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONSOMMATION

[Les droits des consommateurs en matière de leasing et de crédit automobile précisés par les juges européens](#)

N° 11

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

[Renforcement du contrôle des investissements étrangers en France](#)

N° 12

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

[Devoir de vigilance pour les grandes entreprises : accord en trilogue](#)

N° 13

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

[Articulation entre les règles sur le transfert d'entreprise et celles sur les procédures d'insolvabilité lorsqu'elles sont initiées hors de France](#)

N° 14

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

[Union des marchés de capitaux : établissement et fonction du point d'accès unique européen](#)

N° 15

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

[Données : le Data act est publié](#)

N° 16

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURE CIVILE

[Reviement de jurisprudence : la preuve déloyale est désormais recevable sous conditions](#)

N° 17

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

[Une conversation privée sur Facebook ne peut en principe pas donner lieu à un licenciement disciplinaire](#)

N° 18

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

[Formalités déclaratives pour bénéficier de l'ancienne réduction « Fillon »](#)

N° 19

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

[Revalorisation annuelle du calcul de la portion saisissable et cessible des rémunérations](#)

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

[Preuve d'une discrimination syndicale en cas de transfert d'entreprise et panel de comparaison](#)

N° 21

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

[Rescrit fiscal accordé à Amazon par le Luxembourg : la Cour de justice rejette le pourvoi formé par la Commission](#)

N° 22

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | ENTREPRISE

RSE

N° 1000 - Par Bernard TEYSSIÉ

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Le dirigeant de plusieurs sociétés confronté à ses responsabilités](#)

N° 1001 - Par Bruno DONDERO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

[Les sources textuelles internes et européennes du droit des affaires](#)

N° 1002 - Par Valérie LASSERRE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

[Courtiers et rupture brutale des relations commerciales établies](#)

N° 1003 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE et Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

[Incompétence n'est pas défaut de pouvoir : leçon de procédure en terres de concurrence](#)

N° 1004 - Par Clément BIZET

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE

[Ordre des licenciements économiques : appréciation des qualités professionnelles en l'absence, totale ou partielle, d'évaluations professionnelles](#)

N° 1005 - Par Cécile TERRENOIRE

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | LOI DE FINANCES

[Loi de finances pour 2024 : quelles nouveautés pour les entreprises ?](#)

N° 1006 - Par Benjamin HOMO , Nicolas VERGNET et Clara HAMOUR

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 2 du 11 janvier 2024

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

ENTREPRISE

3 QUESTIONS - La transposition de la directive CSRD : pour une information verte et certifiée bio

N° 23 - Par Antoine BRÛLÉ

[Consulter le PDF](#)

NUMÉRIQUE

Mise en open data des décisions de 9 tribunaux judiciaires

N° 24

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue Cahiers de droit de l'entreprise

N° 25

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue des procédures collectives civiles et commerciales

N° 26

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Part d'actions détenues par les non-résidents dans les sociétés françaises du CAC 40

N° 27

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

Dénonciation d'une inscription hypothécaire à la caution à l'adresse figurant sur l'extrait K bis de la société cautionnée

N° 28

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

La déclaration d'appel doit être signifiée au débiteur en liquidation judiciaire

N° 29

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENVIRONNEMENT

Installation classée pour la protection de l'environnement : questions de compétence

N° 30

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURE CIVILE

Non-respect du délai entre la date de la remise de l'assignation au greffe et la date de l'audience

N° 31

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURE CIVILE

Appel : dépôt tardif des conclusions, fin de non-recevoir pouvant être relevée d'office

N° 32

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURE CIVILE

Déclaration d'appel : désignation de la personne morale intimée

N° 33

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURE CIVILE

Délais de distance : société dont le siège social est à l'étranger représentée par un mandataire général domicilié en France

N° 34

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Sanction du manquement aux obligations précontractuelles d'information

N° 35

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

L'emploi du formulaire de rétractation ne doit pas porter atteinte à l'intégrité du contrat

N° 36

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Nullité du contrat de vente de panneaux photovoltaïques : information insuffisante

N° 37

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Démarchage à domicile : nullité du contrat de vente en cas d'informations insuffisantes

N° 38

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Compétence du tribunal de commerce : litige opposant le dirigeant à la société et portant sur une contestation relative à cette société commerciale

N° 39

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Demande de désignation d'un mandataire ad hoc et intérêt social

N° 40

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ CIVILE

Perte de la personnalité morale d'une SCI non immatriculée avant le 1er novembre 2022

N° 41

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Contrôle URSSAF : brèves réflexions sur la réforme de la procédure de répression des abus de droit

FISCAL | ENREGISTREMENT

[Aménagement du régime de paiement fractionné ou différé des droits d'enregistrement et de la taxe sur la publicité foncière](#)

N° 43

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

[Nouvelle prorogation de la réduction d'impôt pour mise à disposition des salariés d'une flotte de vélos](#)

N° 44

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

[Élimination de la double imposition sur le revenu et lutte contre la fraude fiscale : approbation et ratification de conventions avec le Danemark et la Grèce](#)

N° 45

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

[Régime d'imposition applicable au retrait d'obligations remboursables en actions \(ORA\) non cotées d'un PEA-PME bancaire](#)

N° 46

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

[Modalités d'imposition des gains nets de retraits ou rachats opérés sur un plan d'épargne avenir climat \(PEAC\)](#)

N° 47

[Consulter le PDF](#)

[Études et commentaires](#)



AFFAIRES | SOCIÉTÉ CIVILE PROFESSIONNELLE

[Règlements financiers du retrait d'une SCP de chirurgiens](#)

N° 1007 - Par Henri HOVASSE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTENTIEUX

[Chambre commerciale internationale de la cour d'appel de Paris : chronique de jurisprudence](#)

N° 1008 - Par Marie-Élodie ANCEL , Carla BAKER CHISS , Malik LAAZOUZI et François MAILHÉ

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

[La reconduction tacite d'un contrat à distance entraîne-t-elle le renouvellement du droit de rétractation ?](#)

N° 1009 - Par Stéphane PRIEUR

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | FINANCE DURABLE

[Le rapport Taxonomie 2023 de l'AMF](#)

N° 1010 - Par Catherine MALECKI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

[Disproportion du cautionnement : portée probatoire de la fiche de renseignements](#)

N° 1011 - Par Charlotte MOYNE-ROPARS

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT DE MANDAT

Mandataire un jour, mandataire toujours... un aphorisme bel et bien récusé !

N° 1012 - Par Bee RECEVEUR

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COTISATIONS SOCIALES

Le régime social de l'indemnité de rupture conventionnelle semble durablement défini

N° 1013 - Par Cécile TERRENOIRE

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | GROUPE DE SOCIÉTÉS

La rémunération indirecte d'un dirigeant ne constitue pas en soi un acte anormal de gestion

N° 1014 - Par Nicolas NEZONDET

[Consulter le PDF](#)

À la une

L'article 49 alinéa 3 de la Constitution : une pratique exceptionnelle au regard de nos voisins européens ?

étude par Raul ZARAGOZA

Les textes et la pratique des grands systèmes juridiques autour de nous témoignent d'une certaine gradation quant aux possibilités de faire adopter un texte de loi de façon extraordinaire, en liant l'adoption de celui-ci au maintien du gouvernement en place.



© laurence soulez_iStock

Actualité

Julie Couturier, nouvelle présidente du CNB

focus

Technique

Décret n° 2023-1391 du 29 décembre 2023 : premiers regards sur une simplification immobilière de la procédure d'appel

par Florent LOYSEAU DE GRANDMAISON

Jurisprudence

Mise en demeure préalable à la résolution par notification : l'opportun forçage de l'article 1226 du Code civil ?

note par Maxime CORMIER
sous Cass. com., 18 oct. 2023

Gazette Spécialisée

DROIT DE LA FAMILLE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• **Élodie MULON**

Avocate au barreau de Paris, associée, Chauveau Mulon & Associés

• **Isabelle REIN-LESCASTÉREYRES**

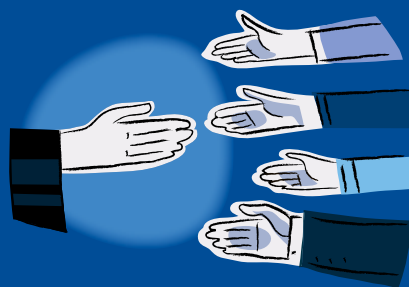
Avocate au barreau de Paris, associée, BWG Associés

• **Guillaume BARBE**

Avocat au barreau de Paris, associé, ARPEGE

AVEC LA PARTICIPATION DE

Linda AIT MADI, Louise ASTRUC BACIOTTI, Charlotte BLANCHE, Philippa BOUVEAU, Mélanie COURMONT-JAMET, Alice DEPRET, Roxane DESURMONT, Sarah DULAS, Priscillia FERNANDES, Alexandra FOUcart, Anna GALA, Pauline GOURDON, Romane LEMAITRE, Silan MANIS, Léa MARTEAUX, Helen O'NEIL, Natacha OSMAN, Morghân PELTIER, Julie PIERROT-BLONDEAU, Juliette RICHARD, Flavien RICOU, Rebecca RIZK et Camille VEDEL



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordnatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

· Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

· Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

· Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 689 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par

courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr

et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas

de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits

communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon

suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant

unique permettant de retrouver directement l'article

via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

La rédaction de la Gazette du Palais
vous présente ses meilleurs vœux pour 2024

Actualité

- GPL458a4 ■ Julie Couturier, nouvelle présidente du CNB 3
- GPL458a2 ■ À Paris, pas de 6^e semaine de repos rémunéré obligatoire pour les collaborateurs 5
- GPL458b1 ■ Liberté d'expression des magistrats : le CSM a rendu son avis 6
- GPL457w0 ■ Au TJ de Lyon, 50 mesures pour un meilleur accueil des justiciables 7
- GPL457x5 ■ « Le droit de visite du bâtonnier dans les lieux de privation de liberté est un vecteur d'amélioration » entretien avec Edmond-Claude FRÉTY 10


Technique

- GPL458b7 ■ Décret n° 2023-1391 du 29 décembre 2023 : premiers regards sur une simplification immobilière de la procédure d'appel par Florent LOYSEAU DE GRANDMAISON 13

Doctrine

- GPL457x4 ■ L'article 49 alinéa 3 de la Constitution : une pratique exceptionnelle au regard de nos voisins européens ? étude par Raul ZARAGOZA 16

Jurisprudence

- GPL457f3 ■ La garantie d'impartialité confrontée aux interventions successives d'un même juge dans une CRPC et en qualité de JLD note par Rodolphe MÉSA sous Cass. crim., 25 oct. 2023 20
- GPL457x2 ■ Mise en demeure préalable à la résolution par notification : l'opportunité du forçage de l'article 1226 du Code civil ? note par Maxime CORMIER sous Cass. com., 18 oct. 2023 23
- GPL457p3 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD 27
- GPL457g9 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 32
- GPL457w9 ■ Panorama de jurisprudence de la CEDH par Catherine BERLAUD 35
- GPL457f7 ■ Chronique de jurisprudence de droit des contrats par Dimitri HOUTCIEFF <https://lext.so/GPL457f7>  37

Aux marches du Palais

Portrait

- GPL458b0 ■ Agnès Hauciarce-Rey, bâtonnière du barreau de Bayonne 36

Gazette Spécialisée

DROIT DE LA FAMILLE

37

Sous la responsabilité scientifique de

Élodie MULON, Isabelle REIN-LESCASTÉREYRES et Guillaume BARBE

BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

À LA UNE

DROIT COMMUN

L'unanimité exclut l'abus (de majorité) → PAGE 5

Clément BARRILLON

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

**Annulations en cascade d'une cession de parts sociales et des AG
auxquelles le cessionnaire a participé** → PAGE 20

Elsa GUÉGAN

DOCTRINE

**Transposition de la directive sur la communication d'informations
en matière de durabilité** → PAGE 43

Christian NOUËL

Loi de finances 2024 → PAGE 52

Edouard de LAMY

SOMMAIRE

DROIT COMMUN

- BJS202q6 • **L'unanimité exclut l'abus (de majorité)** 5
Clément BARRILLON – Cass. com., 8 nov. 2023, n° 22-13851, F–B
- BJS202q0 • **La clause d'élection de domicile dans une cession de parts sociales** 8
Thibaut MASSART – Cass. com., 8 nov. 2023, n° 21-25033, F–B

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

- BJS202q5 • **Miscellanées autour de l'action *ut singuli* : fonds communs de placement et conventions réglementées** 11
Caroline COUPET – Cass. com., 11 oct. 2023, n° 21-24776, F–B – Cass. com., 11 oct. 2023, n° 22-10271, F–B
- BJS202p8 • **Les stock-options, bien unique ou dualité des manifestations ?** 14
Rémy LIBCHABER – Cass. 1^{re} civ., 25 oct. 2023, n° 21-23139, FS–B
- BJS202p9 • **L'égalité de vote présume le contrôle conjoint** 17
Patrick KASPARIAN – CE, 3^e-8^e ch. réunies, 13 juill. 2023, n° 460743

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

- BJS202p4 • **Annulations en cascade d'une cession de parts sociales et des AG auxquelles le cessionnaire a participé** 20
Elsa GUÉGAN – Cass. com., 11 oct. 2023, n° 21-24646, FS–B
- BJS202q2 • **Faute séparable ou convention réglementée : l'art de la qualification au service de la prescription** 23
Irina PARACHKÉVOVA-RACINE – Cass. com., 14 nov. 2023, n° 21-19146, F–B
- BJS202p5 • **Coup de semonce sur les mécanismes *d'optimisation sociale* grossiers** 25
Francis KESSLER – Cass. 2^e civ., 19 oct. 2023, n° 21-20366, F–B
- BJS202r0 • **Précisions sur le contrôle de conventionnalité de l'expertise de prix de l'article 1843-4 du Code civil** 27
Edmond SCHLUMBERGER – Cass. com., 8 nov. 2023, n° 22-11765, FS–D – Cass. com., 8 nov. 2023, n° 22-11766, FS–B

AUDIT ET CONTRÔLE DES COMPTES

- BJS202p6 • **Responsabilité d'un commissaire à la transformation : quelle prescription ?** 32
Jean-François BARBIÈRI – Cass. com., 8 nov. 2023, n° 22-12978, F–B

RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

- BJS202q1 • **L'inscription en compte courant d'opérations injustifiées ne chasse pas la confusion des patrimoines** 35
Florence REILLE – Cass. com., 13 sept. 2023, n° 21-21693, F–D

BJS202p1 • Augmentation de capital par conversion de créance et modification substantielle du plan de sauvegarde	37
Bastien BRIGNON – CA Pau, 2 ^e ch., sect. 1, 26 sept. 2023, n° 20/02484	
BJS202p2 • Illustration de la difficulté pour un associé de SCI d'échapper à son obligation à la dette	39
Nadège JULIAN – CA Rennes, 2 ^e ch., 29 sept. 2023, n° 20/06405	

DOCTRINE

BJS202q9 • Transposition de la directive sur la communication d'informations en matière de durabilité	43
Christian NOUEL	
BJS202r1 • Loi de finances 2024	52
Edouard de LAMY	

Rédacteurs en chef • Editors in Chief

Charles Kaplan ■ Charles Nairac

Lextenso

Les
Cahiers
de
l'Arbitrage

The
Paris
Journal
International
of
Arbitration

2023 3

Sommaire

2023-3

Éditorial / Editorial

Charles KAPLAN et Charles NAIRAC 493

I. Doctrine – Débats / Articles – Debates

Indépendance de l'arbitre et amitié arbitrale : quand l'une fonde l'autre socle l'institution arbitrale (à propos de Paris, Pôle 5 – Ch. 16, 10 janvier 2023)

par Marc HENRY..... 501

II. Spécial Colloque « Paris, Place d'Arbitrage ? » / Sorbonne Arbitrage, 28 mars 2023 (Paris Arbitration Week)

Sous la direction scientifique de Sylvain BOLLÉE et la modération de Carine DUPEYRON

Propos introductifs

par Gaëlle LE QUILLEC 539

Paris Place d'arbitrage ? Introduction du thème

par Sylvain BOLLÉE 541

L'incidence de la jurisprudence récente de la Cour de justice de l'Union européenne sur l'arbitrage commercial international

par Kamalia MEHTIYEVA et Olivier CAPRASSE 547

L'incidence de la jurisprudence récente sur le contrôle de la conformité des sentences à l'ordre public

par Carole MALINVAUD et Jean-Baptiste RACINE 557

L'incidence de la conception française de l'autonomie de la clause d'arbitrage

par Paul KEY et Isabelle MICHOU 569

Discours de clôture de Madame la Bâtonnière Julie COUTURIER 579

III. Commentaires de jurisprudence / Case Law

Sous la direction de Christophe SERAGLINI

La survie d'une clause compromissoire par-delà les siècles

par Jérémy JOURDAN MARQUES..... 583
 [Cour d'appel de Paris, Chambre commerciale internationale, Pôle 5 – Chambre 16,
 n° 21-21386, 6 juin 2023]

Le droit judiciaire privé au secours de l'efficacité de l'arbitrage : qualité et intérêt à former tierce opposition à la décision d'exequatur de la sentence

par Jérôme ORTSCHIEDT 599
 [Paris, Pôle 5 – Ch. 16, 3 janvier 2023, n° 21-14388, *Central Bank of Libya*]

La distinction entre la compétence ratione temporis du tribunal arbitral et l'applicabilité temporelle du traité de protection des investissements : un principe théorique aux importantes conséquences pratiques

par Arnaud DE NANTEUIL 607
 [Cour de cassation, 7 décembre 2022, *Joint Stock Company (Oschadbank) c. Fédération de Russie*, pourvoi n° 21-15390]

Attaquer une institution arbitrale en justice ou rechercher à tout prix un nouveau coupable ?

par Marine DE BAILLEUL 619
 [Cass. 1^{re} civ., 22 mars 2023, *Kraydon*]

IV. Panorama international de jurisprudence / Panorama of World Case Law

Sous la direction de Michael POLKINGHORNE et Louis DEGOS

– *France, Arbitrage*

par Priscille PEDONE et Bertrand ROBERT 633

– *France, Règlements amiables*

par Priscille PEDONE et Bertrand ROBERT 711

V. Bibliographie / Book Revue

Sous la direction de Priscille PEDONE

Commentary Book Review

by Ali BENNANI 745